

PREFECTURE DE L'AUBE

DIRECTION DES POLITIQUES DE L'ETAT
Bureau de l'Environnement

ARRÊTÉ N° 98- 2050 A

**INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION
DE L'ENVIRONNEMENT**

AUTORISATION

CADRA

à

ASSENCIERES

LE PRÉFET DE L'AUBE,
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR,

VU la loi N° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et le décret N° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour son application ;

VU la demande présentée le 26 février 1997 par Monsieur A. BODIE Président de la CADRA 10220 ASSENCIERES à l'effet d'obtenir l'autorisation de modifier et d'étendre ses installations au lieu-dit LE MOULIN, sur le territoire de la commune d'ASSENCIERES ;

CONSIDERANT que les activités faisant l'objet de la présente demande relèvent des numéros suivants de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement : 253, 1434, 1520, 2160, 2260, 2910, 2920 et 2930 ;

VU le procès verbal de l'enquête publique ouverte dans la commune d'ASSENCIERES du 21 mai 1997 au 20 juin 1997 ;

VU l'avis du commissaire-enquêteur reçu le 09 juillet 1997 ;

VU l'avis des Conseils Municipaux des communes de : ASSENCIERES, CRENEY, LUYERES, ROULLY SACEY, BOUY LUXEMBOURG, MESNIL SELLIERES ;

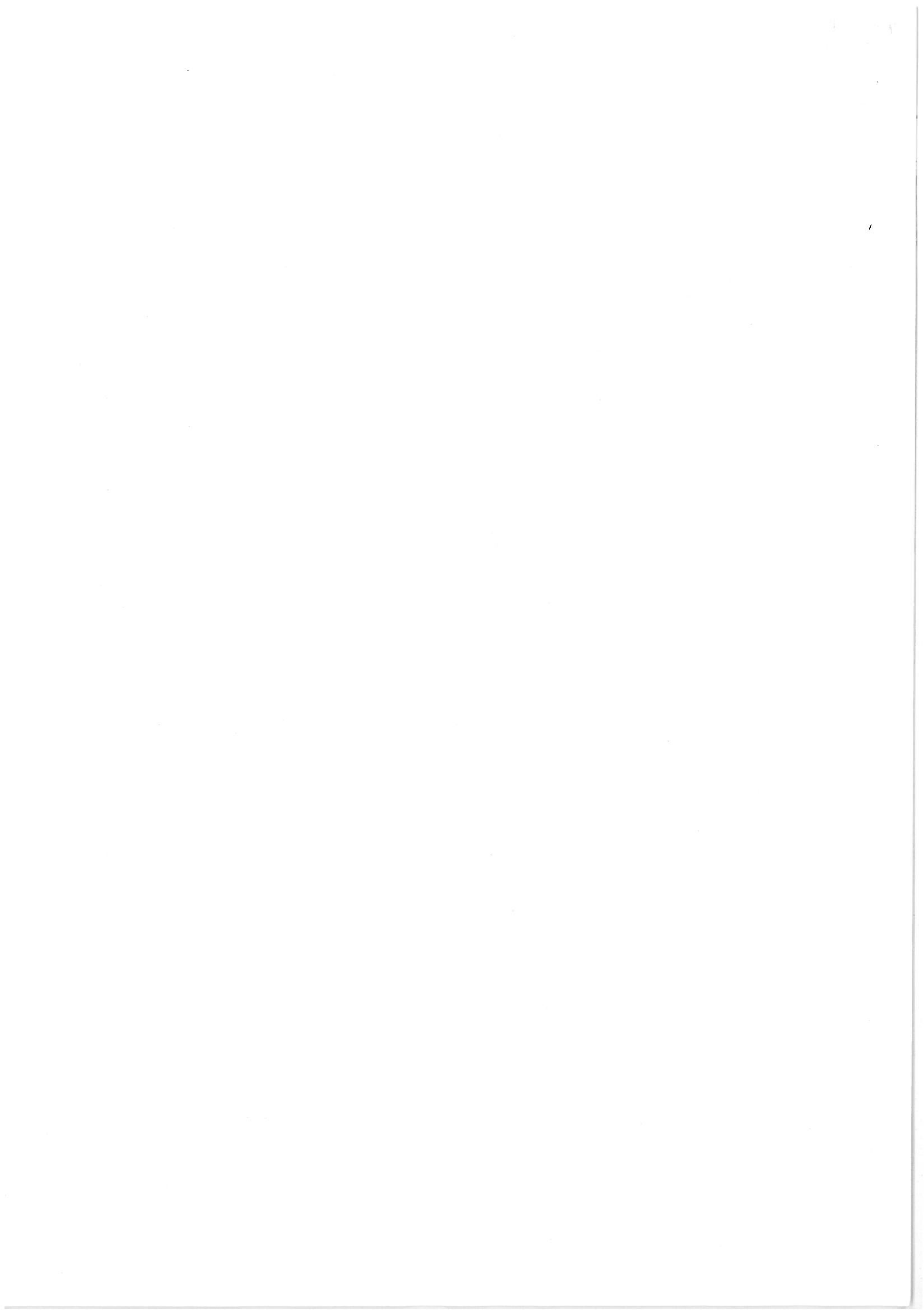
VU les avis émis par les Chefs des services intéressés ;

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 10 avril 1998 ;

CONSIDÉRANT que le projet d'arrêté a été porté à la connaissance du demandeur ;

SUR proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de l'Aube ,

ARRÊTE



SOMMAIRE

	Page
TITRE I : CONDITIONS GÉNÉRALES	5
ARTICLE 1 - OBJET	5
1.1. - Activités autorisées	5
1.2. - Installations soumises à déclaration	5
ARTICLE 2 - CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'AUTORISATION	6
2.1. - Plans	6
2.2. - Périmètres d'isolement	6
2.3. - Intégration dans le paysage	6
2.4. - Contrôles et analyses	6
2.5. - Contrôles inopinés	6
TITRE II : PRÉVENTION DE LA POLLUTION DE L'EAU	7
ARTICLE 3 - LIMITATION DES PRÉLÈVEMENTS D'EAU	7
3.1. - Origine de l'approvisionnement en eau	7
3.2. - Relevé des prélèvements d'eau	7
3.3. - Protection des réseaux d'eau potable	7
ARTICLE 4 - PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES	7
4.1. - Canalisations de transport de fluides	7
4.2. - Plan des réseaux	7
4.3. - Réservoirs	8
4.4. - Cuvettes de rétention	8
ARTICLE 5 - COLLECTE DES EFFLUENTS	9
ARTICLE 6 - TRAITEMENT DES EFFLUENTS	9
6.1. - Obligation de traitement	9
6.2. - Conception des installations de traitement	9
6.3. - Entretien et suivi des installations de traitement	9
6.4. - Dysfonctionnements des installations de traitement	9
ARTICLE 7 - DÉFINITION DES REJETS	10
7.1. - Identification des effluents	10
7.2. - Dilution des effluents	10
7.3. - Rejet en nappe	10
7.4. - Caractéristiques générales des rejets	10
ARTICLE 8 - REJET DES EFFLUENTS	10
8.1. - Eaux sanitaires	10
8.2. - Eaux pluviales et eaux de lavage	10
TITRE III : AIR	11
ARTICLE 9 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE	11
9.1. - Dispositions générales	11
9.2. - Conditions de rejet	11
9.3. - Constitution des installations	11
9.4. - Cheminées	12
9.5. - Valeurs limites de rejet	12
9.6. - Contrôles	13
TITRE IV : PRÉVENTION DU BRUIT ET DES VIBRATIONS	14
ARTICLE 10 - PRÉVENTION DU BRUIT ET DES VIBRATIONS	14
10.1. - Construction et exploitation	14
10.2. - Véhicules et engins	14
10.3. - Appareils de communication	14
10.4. - Niveaux acoustiques	14
10.5. - Contrôles	15

TITRE V : TRAITEMENT ET ÉLIMINATION DES DÉCHETS	15
ARTICLE 11 - TRAITEMENT ET ÉLIMINATION DES DÉCHETS	15
11.1. - Généralités	15
11.2. - Nature des déchets produits	15
11.3. - Caractérisation des déchets	15
11.4. - Élimination	16
11.5. - Comptabilité - Autosurveillance	16
TITRE VI : PRÉVENTION DES RISQUES ET SÉCURITÉ	16
ARTICLE 12 - RÈGLES D'AMÉNAGEMENT	16
12.1. - Clôtures	16
12.2. - Règles de circulation	16
12.3. - Accès, voies et aires de circulation	17
12.4. - Conception des bâtiments et locaux	17
12.5. - Conception des installations	17
12.6. - Installations électriques	18
12.7. - Protection contre l'électricité statique et les courants de circulation ..	18
ARTICLE 13 - MESURES DE PROTECTION CONTRE LA Foudre	18
ARTICLE 14 - RÈGLES D'EXPLOITATION	19
14.1. - Formation du personnel	19
14.2. - Sécurité des procédés	20
14.3. - Utilisation des produits	20
14.4. - Réserves de produits	20
14.5. - Dispositifs de sécurité	20
14.6. - Paramètres de fonctionnement	20
14.7. - Système d'alarme	21
14.8. - Equipements abandonnés	21
14.9. - Vérifications périodiques	21
14.10. - Consignes d'exploitation	22
14.11. - Nettoyage des locaux	22
ARTICLE 15 - MOYENS DE SECOURS	22
15.1. - Consignes générales de sécurité	22
15.2. - Matériel	22
15.3. - Systèmes d'alerte	23
15.4. - Personnel d'intervention	23
15.5. - Organisation des secours	23
15.6. - Formation	23
15.7. - Affichage des consignes de secours et d'alerte	24
ARTICLE 16 - ZONES DE RISQUES INCENDIE	24
16.1. - Dégagements	24
16.2. - Désenfumage	25
16.3. - Prévention	25
ARTICLE 17 - ZONES DE SÉCURITÉ	25
17.1. - Conception générale des installations	26
17.2. - Matériel électrique	26
17.3. - Feux nus	26
17.4. - Ventilation	26
17.5. - Prévention des explosions	26
TITRE VII - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES	27
ARTICLE 18 - ATELIER DE RÉPARATION DES VÉHICULES À MOTEUR	27
ARTICLE 19 - DÉPÔT DE HOUILLES, LIGNITES	27
ARTICLE 20 - DÉPÔT DE LIQUIDES INFLAMMABLES	28
ARTICLE 21 - INSTALLATIONS DE DISTRIBUTION DE LIQUIDES INFLAMMABLES	30
ARTICLE 22 - STOCKAGES DE PRODUITS FINIS	31
ARTICLE 23 - ÉCHÉANCIER ET DISPOSITIONS TRANSITOIRES	32

TITRE VIII - DISPOSITIONS GÉNÉRALES	32
ARTICLE 24 - DISPOSITIONS APPLICABLES	32
24.1. - Modifications	32
24.2. - Délais de prescriptions	32
24.3. - Cessation d'activité	33
24.4. - Hygiène et sécurité	33
24.5. - Délai et voie de recours	33

TITRE I : CONDITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1 - OBJET

1.1. - Activités autorisées

La Société COOPÉRATIVE AGRICOLE DE DÉSHYDRATATION DE LA RÉGION D'ASSENCIÈRES (CADRA), dont le siège social est situé à ASSENCIÈRES (10220), est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de d'ASSENCIÈRES, au lieu-dit "Le Moulin", les installations suivantes visées :

Numéro de rubrique	Nature de l'activité	Critère propre à l'installation	Soumis à
253	Dépôt de liquides inflammables FO2 FOD GO	100 40 30	D
1434	Distribution de liquides inflammables > 1 m ³ /heure < 20 m ³ /heure	5,4 m ³ /heure	D
1520	Dépôt de houilles, lignites	6 000 t	A
2160	Silos de stockage de produits alimentaires dégageant des poussières inflammables	8 500 m ³	D
2260	Broyage, tamisage, mélange de substances végétales	820 kW	A
2910	Combustion de FO2 ou GN	36 MWh	A
2920	Installation de compression > 1 bar fluide toxique	140 kW	D
2930	Atelier de réparation et d'entretien de véhicules	1 500 m ²	D

1.2 - Installations soumises à déclaration

Le présent arrêté vaut récépissé de déclaration pour les installations classées soumises à déclaration, citées à l'article 1.1.

ARTICLE 2 - CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'AUTORISATION

2.1 - Plans

Sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, l'établissement est situé et exploité conformément aux plans et descriptifs joints à la demande d'autorisation.

2.2. - Périmètres d'isolement

Si une ou plusieurs installations engendrent un périmètre d'isolement ou de limitation de l'urbanisation, l'exploitant doit informer l'inspecteur des installations classées de toute cession de terrain et de tout projet de construction ou d'aménagement parvenu à sa connaissance lorsqu'ils sont à l'intérieur du périmètre d'isolement engendrés par ses installations.

2.3. - Intégration dans le paysage

L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour satisfaire à l'esthétique du site et tient régulièrement à jour un schéma d'aménagement. L'ensemble du site doit être maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus en permanence. Les abords de l'établissement, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Notamment les émissaires de rejet et leur périphéries font l'objet d'un soin particulier.

2.4. - Contrôles et analyses

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspecteur des installations classées peut demander, en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et analyses soient effectués par un organisme dont le choix est soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire. Les frais occasionnés par ces opérations sont à la charge de l'exploitant.

2.5. - Contrôles Inopinés

L'inspecteur des installations classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, par un organisme tiers choisi par lui-même, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores. Il peut également demander le contrôle de l'impact sur le milieu récepteur de l'activité de l'entreprise. Les frais occasionnés par ces contrôles, inopinés ou non, sont à la charge de l'exploitant.

TITRE II : PRÉVENTION DE LA POLLUTION DE L'EAU

ARTICLE 3 - LIMITATION DES PRÉLÈVEMENTS D'EAU**3.1. - Origine de l'approvisionnement en eau**

L'eau utilisée dans l'établissement est prélevée dans le réseau public de distribution d'eau potable de la commune d'ASSENCIÈRES : consommation annuelle : 1 000 m³.

3.2. - Relevé des prélèvements d'eau

3.2.1. - Les installations de prélèvement d'eau doivent être munies d'un dispositif de mesure totalisateur.

3.2.2. - Le relevé des volumes prélevés doit être effectué tous les mois.

Ces informations doivent être inscrites dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

3.3. - Protection des réseaux d'eau potable

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bac de disconnection ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes doivent être installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de produits non compatibles avec la potabilité de l'eau dans les réseaux d'eau publique.

ARTICLE 4 - PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES**4.1. - Canalisations de transport de fluides**

4.1.1. - Les canalisations de transport de matières dangereuses ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être doivent être étanches et résister à l'action physique et chimique par les produits qu'elles contiennent.

4.1.2. - Sauf exception motivée par des raisons de sécurité, d'hygiène ou de technique, les canalisations de transport de fluides dangereux à l'intérieur de l'établissement doivent être aériennes.

4.1.3. - Les différentes canalisations doivent être convenablement entretenues et faire l'objet d'examen périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité.

4.1.4. - Elles doivent être repérées conformément aux règles en vigueur.

4.2. - Plan des réseaux

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts doivent être établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés.

Ils seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

4.3. - Réservoirs

4.3.1. - Les réservoirs de produits polluants ou dangereux non soumis à la réglementation des appareils à pression de vapeur ou de gaz, ni à celles relatives au stockage des liquides inflammables doivent satisfaire aux dispositions suivantes :

- ☞ si leur pression de service est inférieure à 0,3 bar, ils doivent subir un essai d'étanchéité à l'eau par création d'une surpression égale à 5 cm d'eau,
- ☞ si leur pression de service est supérieure à 0,3 bar, les réservoirs doivent :
 - ✓ porter l'indication de la pression maximale autorisée en service,
 - ✓ être munis d'un manomètre et d'une soupape ou organe de décharge taré à une pression égale à au moins 1,5 fois la pression en service.

4.3.2. - Les essais prévus ci-dessus doivent être renouvelés après toute réparation notable ou dans le cas où le réservoir considéré serait resté vide pendant 24 mois consécutifs.

4.3.3. - Ces réservoirs doivent être équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi les débordements en cours de remplissage.

4.3.4. - Les réservoirs contenant des produits incompatibles susceptibles de provoquer des réactions violentes ou de donner naissance à des produits toxiques lorsqu'ils sont mis en contact, doivent être implantés et exploités de manière telle qu'il ne soit aucunement possible de mélanger ces produits.

4.4. - Cuvettes de rétention

4.4.1. - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- ➔ 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- ➔ 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

4.4.2. - Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 200 litres, la capacité de rétention doit être au moins égale à :

- ➔ dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,
- ➔ dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts sans être inférieure à 600 litres (ou à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 600 litres).

4.4.3. - Les capacités de rétention doivent être étanches aux produits qu'elles pourraient contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour leur dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé.

4.4.4. - L'étanchéité du (ou des) réservoir associé(s) à une cuvette de rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

4.4.5. - Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention.

4.4.6. - Les aires de chargement et de déchargement de véhicules-citernes ainsi que les aires d'exploitation doivent être étanches et disposées en pente suffisante pour drainer les fuites éventuelles vers des rétentions qui devront être maintenues vidées dès qu'elles auront été utilisées. Leur vidange sera effectuée manuellement après contrôle et décision sur la destination de leur contenu.

4.4.7. - Le stockage et la manipulation de déchets susceptibles de contenir des produits polluants doivent être réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des lixiviats et des eaux de ruissellement.

ARTICLE 5 - COLLECTE DES EFFLUENTS

Réseaux de collecte

- ☛ Tous les effluents aqueux doivent être canalisés.
- ☛ Les réseaux de collecte des effluents doivent séparer les eaux pluviales non polluées (et les autres eaux non polluées s'il y en a) et les diverses catégories d'eaux polluées.
- ☛ En complément des dispositions prévues à l'article 4.1. du présent arrêté, les réseaux d'égouts doivent être conçus et aménagés pour permettre leur curage. Un système de déconnexion doit permettre leur isolement par rapport à l'extérieur.
- ☛ Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables, ou susceptibles de l'être, doivent être équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

ARTICLE 6 - TRAITEMENT DES EFFLUENTS

6.1. - Obligation de traitement

Les effluents doivent faire l'objet, en tant que de besoin, d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

6.2. - Conception des installations de traitement

Les installations de traitement doivent être conçues pour faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.

6.3. - Entretien et suivi des installations de traitement

Les installations de traitement doivent être correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche doivent être mesurés périodiquement.

Les résultats de ces mesures doivent être portés sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

6.4. - Dysfonctionnements des installations de traitement

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement sont susceptibles de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

ARTICLE 7 - DÉFINITION DES REJETS

7.1. - Identification des effluents

Les effluents aqueux générés par l'établissement sont constitués par les :

- ↳ eaux sanitaires,
- ↳ eaux de lavages et eaux pluviales,

7.2. - Dilution des effluents

Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

7.3. - Rejet en nappe

Le rejet direct ou indirect d'effluents même traités, autres que ceux dont l'épandage est autorisé par le présent arrêté, dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines est interdit.

7.4. - Caractéristiques générales des rejets

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager en égout ou dans le milieu naturel directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, seraient susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

ARTICLE 8 - REJET DES EFFLUENTS

8.1. - Eaux sanitaires

Les eaux sanitaires doivent être traitées et évacuées conformément aux instructions en vigueur concernant l'assainissement individuel (arrêté ministériel du 06 mai 1996).

8.2. - Eaux pluviales et eaux de lavage

Le rejet des eaux pluviales et eaux de lavage ne doit pas contenir plus de :

SUBSTANCES	CONCENTRATION (mg/l)	MÉTHODE DE MESURE
MES	35	NFT 90105
DCO	125	NFT 90101
DBO ₅	30	NFT 90103
Hydrocarbures totaux	10	NFT 90114 ou 90203
Azote globale	30	NFT 90110 - 90013 - 90012
Phosphore total	10	NFT 90023

TITRE III : AIR

ARTICLE 9 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

9.1. - Dispositions générales

9.1.1. - L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour réduire l'émission de polluants à l'atmosphère.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs doivent, dans la mesure du possible, être captés à la source et canalisés. Sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, les rejets doivent être conformes aux dispositions du présent arrêté.

L'ensemble des installations est nettoyé régulièrement et tenu dans un bon état de propreté.

L'établissement doit disposer de réserves suffisantes de produits ou matières consommables pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtres, produits de neutralisation, etc...

Le brûlage à l'air libre est interdit.

9.1.2. - Odeurs

Toutes dispositions sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

9.2. - Conditions de rejet

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'Inspecteur des Installations Classées.

Sur la canalisation de rejet d'effluent de l'installation numérotée 3 à l'article 10.3 ci-dessus doivent être prévus des points de prélèvement d'échantillons et des points de mesure conformes à la norme N.F.X. 44052.

9.3. - Constitution des installations

Les installations à l'origine de rejets atmosphériques sont les suivantes :

Equipement - N° installation	Débit horaire : Nm ³ /h	Puissance thermique en MW	Combustibles
Nouveau sécheur 25 000 ①	52 000	24	Charbon
Sécheur 12 500 ②	32 000	12	Charbon
		Puissance électrique	
Broyeur pneumatique 30-54 n°1③	19 800	250 kW	
Broyeur pneumatique 30-54 n°2④	19 800	250 kW	
Broyeur VENZO ⑤	18 000	320 kW	

9.4. - Cheminées

La cheminée équipant le nouveau sécheur 25 000 litres par heure possède une hauteur minimale de 23 mètres, vitesse d'éjection minimum 8 m/s. *→ plan à vérifier*

9.5. - Valeurs limites de rejet

Les gaz issus des installations mentionnés à l'article 10.3 ci-dessus doivent respecter les valeurs suivantes :

Article 98 (mod. 00):

Concentration	Poussières mg/m ³	SO ₂ mg/m ³	Nox (eq NO ₂) mg/m ³
Installation n° 1	200 100	1 600	500
Installation n° 2	200 500	1 600	500
Installation n° 3	300	—	—
Installation n° 4	40	—	—
Installation n° 5	40	—	—

2005

<i>Pouss.</i>	<i>SO₂</i>	<i>NOx</i>
<i>OK</i>	<i>?</i>	<i>?</i>
<i>OK</i>	<i>?</i>	<i>?</i>
<i>?</i>		
<i>?</i>		
<i>?</i>		

Flux	Poussières			SO ₂			Nox		
	kg/h	kg/j	t/an	kg/h	kg/j	t/an	kg/h	kg/j	t/an
Installation n° 1	5,2	125	23	76	1800	250	24	576	100
Installation n° 2	16	384	70	51	1200	200	16	384	70
Installation n° 3	6	144	16,5						
Installation n° 4	0,8	19,2	1,3						
Installation n° 5	0,7	16,8	3,1						
Total des émissions	29	689	<u>114</u>	127	3000	<u>450</u>	30	960	<u>170</u>

2005

Les valeurs des tableaux correspondent aux conditions suivantes :

- gaz sec,
- température : 273°K,
- pression : 101,3 KPa,
- 10 % de O₂.

.../...

9.6. - Contrôles

9.6.1. - Autosurveillance

➤ L'exploitant doit réaliser une mesure en permanence du débit des rejets des installations numérotées ① et ② à l'article 9.3 ci-dessus.

➤ L'exploitant doit **évaluer** en permanence le débit des rejets des installations numérotées ③, ④ et ⑤.

9.6.1.1. Poussières totales

Installations n° ①, ③, ④ et ⑤ : une évaluation tous les deux mois de la teneur en poussières des rejets à l'aide, par exemple, d'un opacimètre est réalisée. *manuel*

Installation n° ② : une évaluation en permanence de la teneur en poussières des rejets à l'aide, par exemple, d'un opacimètre est réalisée. *manuel : art. 59 de l'AT de 98*

9.6.1.2. Oxyde de soufre et oxydes d'azotes

Deux mesures par an sont réalisées sur les rejets des installations numérotées ① et ② (méthode de référence : XPX 43370 - FDX 20351 à 355 et 357). *man réalisé ?*

9.6.1.3. Communication des résultats

Les résultats de l'ensemble des mesures sont transmis mensuellement par écrit à l'Inspection des Installations Classées, accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en oeuvre ou envisagées.

9.6.1.4. Bilan matière

Annuellement, l'exploitant fournira à l'Inspection des Installations Classées un bilan de ses consommations d'énergie et une évaluation des rejets totaux en SO_2 , NO_x et poussières. *ok Pichon Guep*

9.6.2. - Calage de l'autosurveillance

Afin de s'assurer du bon fonctionnement des matériels d'analyse et de la représentativité des analyses fixées (absence de dérive), l'exploitant fait réaliser annuellement un contrôle quantitatif et qualitatif des différents rejets atmosphériques de son établissement, définis au paragraphe 10.6.1. par un organisme tiers agréé ou choisi en accord avec l'Inspection des Installations Classées.

Les résultats de ce contrôle sont transmis à l'Inspecteur des Installations Classées dès réception. *1 anal*

TITRE IV : PRÉVENTION DU BRUIT ET DES VIBRATIONS

ARTICLE 10 - PRÉVENTION DU BRUIT ET DES VIBRATIONS

10.1. - Construction et exploitation

L'installation (s) doit être construite équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions suivantes sont applicables à l'installation :

- l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
- la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

10.2. - Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, doivent être conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier doivent répondre aux dispositions du décret n° 95-79 du 23 janvier 1995) et des textes pris pour son application.

10.3. - Appareils de communication

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

10.4. - Niveaux acoustiques

Les émissions sonores de l'établissement ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés
supérieure à 35 dB (A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)
supérieure à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)

10.5. - Contrôles

L'Inspecteur des Installations Classées peut demander que des contrôles ponctuels ou une surveillance périodique de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix est soumis à son approbation. Les frais sont supportés par l'exploitant.

L'Inspecteur des Installations Classées peut demander à l'exploitant de procéder à une surveillance périodique de l'émission sonore en limite de propriété de l'installation classée. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

TITRE V : TRAITEMENT ET ÉLIMINATION DES DÉCHETS
--

ARTICLE 11 - TRAITEMENT ET ÉLIMINATION DES DÉCHETS

11.1. - Généralités

Une procédure interne à l'établissement organise la collecte, le tri, le stockage temporaire, le conditionnement, le transport, et le mode d'élimination des déchets.

11.2. - Nature des déchets produits

Classement	Catégorie	Désignation	Origine	Mode d'élimination
Déchets banals	C 810 C 860 C 890	Métaux Papiers, cartons et divers Matières végétales	Usine Bureaux Usine	Recyclage CET
Déchets urbains	C 900 C 920 C 930 C 970	Matières de vidange Contenu de bacs à graisses Déchets de démolition Ordures ménagères	Locaux sociaux Entretien Entretien Réfectoire	CET
Déchets liquides huileux	C 144 C 147	Huiles hydrauliques Huiles moteur	Atelier Atelier	Régénération Incinération
Déchets de traitement d'eau	C 284	Résidus de décantation	Entretien	CET
Matériel souillés	C 304	Chiffons et emballages	Atelier	Incinération

11.3. - Caractérisation des déchets

Pour les déchets de type banal non souillés par des substances toxiques ou polluants (verre, métaux, matières plastiques, minéraux inertes, terres stériles, caoutchouc, textile, papiers et cartons, bois ou déchets du type urbain), une évaluation des tonnages produits est réalisée.

Les autres déchets, c'est à dire les déchets spéciaux, sont caractérisés par une analyse chimique de la composition globale et par un test de lixiviation selon normes NF, pour les déchets solides, boueux ou pâteux.

11.4. - Élimination

Les déchets ne peuvent être éliminés ou recyclés que dans une installation classée autorisée ou déclarée à cet effet au titre de la législation relative aux installations classées. Il appartient à l'exploitant de s'en assurer et d'apporter la preuve d'une élimination correcte.

L'exploitant organise le tri et la collecte de ces déchets à l'intérieur de l'installation de manière à favoriser la valorisation ou le recyclage.

Toute incinération à l'air libre ou dans un incinérateur non autorisé au titre de la législation relative aux installations classées de déchets de quelque nature qu'ils soient est interdite.

11.5. - Comptabilité - Autosurveillance

À cet effet, l'élimination des déchets spéciaux fera l'objet d'un suivi particulier. Un registre est tenu sur lequel seront reportées les informations suivantes :

- ✓ codification selon la nomenclature officielle publiée au J. O. du 16 Mai 1985,
- ✓ type et quantité de déchets produits,
- ✓ opération ayant généré chaque déchet,
- ✓ nom des entreprises et des transporteurs assurant les enlèvements de déchets
- ✓ date des différents enlèvements pour chaque type de déchets,
- ✓ nom et adresse des centres d'élimination,
- ✓ nature du traitement effectué sur le déchet dans le centre d'élimination.

Ce registre est tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

TITRE VI : PRÉVENTION DES RISQUES ET SÉCURITÉ

ARTICLE 12 - RÈGLES D'AMÉNAGEMENT

12.1. - Clôtures

L'établissement sera efficacement clôturé sur la totalité de la façade sur le CD n° 100. La clôture d'une hauteur minimale de deux mètres doit être suffisamment résistante afin d'empêcher les éléments indésirables d'accéder aux installations.

12.2. - Règles de circulation

L'exploitant fixera les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Ces règles seront portées à la connaissance des intéressés par des moyens appropriés (par exemple panneaux de signalisation, feux, marquages au sol, consignes...).

En particulier, les dispositions appropriées seront prises pour éviter que des véhicules ou engins quelconques puissent heurter ou endommager des installations, stockages ou leurs annexes.

Les transferts de produits dangereux ou insalubres à l'intérieur de l'établissement avec des réservoirs mobiles s'effectueront suivant des parcours bien déterminés et feront l'objet de consignes particulières.

12.3. - Accès, voies et aires de circulation

12.3.1. Les voies de circulation, les pistes et voies d'accès seront nettement délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet (fûts, emballages...) susceptible de gêner la circulation.

12.3.2. En outre, chaque bâtiment doit être accessible sur au moins son demi-périmètre, avec des voies correspondant aux caractéristiques minimales suivantes (voies engins) :

- largeur libre de tout stationnement l : l ≥ 3 m
- hauteur libre h : h ≥ 3,5 m
- rayon intérieur de virage R : R ≥ 11 m

si $R < 50$ m, alors une sur largeur S doit être réalisée à l'extérieur du virage :

$$S = \frac{15}{R}$$

- pente p : p ≤ 15 %
- force portante F : F = 130 kN

répartie à raison de 40 kN sur l'essieu avant et 90 kN sur l'essieu arrière.

De plus, les portions de voies desservant la (les) façade(s) accessible(s) doivent permettre la mise en station des échelles aériennes en respectant les caractéristiques supplémentaires suivantes (voies échelles) :

- largeur libre de tout stationnement l : l ≥ 4 m
- pente p : p ≤ 10 %
- résistance au poinçonnement F_p : $F_p = 100$ kN sur un disque $\varnothing 20$ cm

12.4. - Conception des bâtiments et locaux

Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un incendie.

À l'intérieur des ateliers, des allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation des personnels ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.

Les salles de contrôle sont conçues de façon à ce que, lors d'un accident, le personnel puisse prendre en sécurité les mesures conservatoires permettant de limiter l'ampleur du sinistre.

12.5. - Conception des installations

Les installations ainsi que les bâtiments et locaux qui les abritent sont conçues de manière à éviter, même en cas de fonctionnement anormal ou d'accident, toute projection de matériel, accumulation ou épandage de produits, qui pourraient entraîner une aggravation du danger.

Les matériaux utilisés sont adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse.

Les installations et appareils qui nécessitent au cours de leur fonctionnement une surveillance ou des contrôles fréquents, sont disposés ou aménagés de telle manière que ces opérations de surveillance puissent être faites aisément.

Les récipients fixes de stockage de produits dangereux portent, de manière très lisible, la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger définis dans le règlement pour le transport des matières dangereuses. Ces récipients de stockage sont associés à des cuvettes de rétention conformément aux dispositions de l'article 4.4.

À proximité des aires permanentes de stockage de produits dangereux, en récipients mobiles, sont indiqués de façon très visible le ou les numéro(s) de symboles de danger correspondant aux produits stockés.

12.6. - Installations électriques

L'installation électrique et le matériel électrique utilisés sont appropriés aux risques inhérents aux activités exercées. Toute installation ou appareillage conditionnant la sécurité devra pouvoir être maintenu en service ou mis en position de sécurité, en cas de défaillance de l'alimentation électrique normale.

Le matériel électrique basse tension est conforme à la norme NFC 15100.

Le matériel électrique haute tension est conforme aux normes NFC 13100 et NFC 13200.

Les installations sont efficacement protégées contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants de circulation.

L'alimentation électrique des équipements vitaux pour la sécurité doit pouvoir être secourue par une source interne à l'établissement.

Les unités doivent se mettre automatiquement en position de sûreté si les circonstances le nécessitent, et notamment en cas de défaut de l'énergie d'alimentation ou de perte des utilités.

Afin de vérifier les dispositifs essentiels de protection, des tests sont effectués. Ces interventions volontaires font l'objet d'une consigne particulière reprenant le type et la fréquence des manipulations.

Cette consigne est distribuée au personnel concerné et commentée autant que nécessaire.

Par ailleurs, toutes dispositions techniques adéquates doivent être prises par l'exploitant afin que :

- ☛ les automates et les circuits de protection soient affranchis des micro-coupures électriques,
- ☛ le déclenchement partiel ou général de l'alimentation électrique ne puisse pas mettre en défaut ou supprimer totalement ou partiellement la mémorisation de données essentielles pour la sécurité des installations.

12.7. - Protection contre l'électricité statique et les courants de circulation

Toutes précautions sont prises pour limiter l'apparition de charges électrostatiques et assurer leur évacuation en toute sécurité. Les dispositions constructives et d'exploitation suivantes seront notamment appliquées :

- limitation des vitesses d'écoulement des fluides inflammables peu conducteurs et des poussières inflammables,
- utilisation d'additifs antistatiques,
- limitation de l'usage des matériaux isolants susceptibles d'accumuler des charges électrostatiques,
- continuité électrique et mise à la terre des éléments conducteurs constituant l'installation ou utilisés occasionnellement pour son exploitation (éléments de construction, conduits, appareillages, supports, réservoirs mobiles, outillages...).

ARTICLE 13 - MESURES DE PROTECTION CONTRE LA Foudre

13.1. - Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peuvent être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement, à la sûreté des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, doivent être protégées contre la foudre.

13.2. - Les dispositifs de protection contre la foudre doivent être conformes à la norme française C 17-100 ou à toute norme en vigueur dans un Etat membre de la Communauté européenne et présentant des garanties de sécurité équivalentes.

La norme doit être appliquée en prenant en compte la disposition suivante : pour tout équipement, construction, ensemble d'équipements et constructions ne présentant pas une configuration et des contours hors tout géométriquement simples, les possibilités d'agression et la zone de protection doivent être étudiées par la méthode complète de la sphère fictive. Il en est également ainsi pour les réservoirs, tours, cheminées et, plus généralement, pour toutes structures en élévation dont la dimension verticale est supérieure à la somme des deux autres.

Cependant, pour les systèmes de protection à cage maillée, la mise en place de pointes caprices n'est pas obligatoire.

13.3. - L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations visées à l'article 13.1. ci-dessus fait l'objet, tous les cinq ans, d'une vérification suivant l'article 5.1. de la norme française C 17-100 adapté, le cas échéant, au type de système de protection mis en place. Dans ce cas la procédure est décrite dans un document tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

Cette vérification doit également être effectuée après l'exécution de travaux sur les bâtiments et structures protégés ou avoisinants susceptibles d'avoir porté atteinte au système de protection contre la foudre mis en place et après tout impact par la foudre constaté sur ces bâtiments ou structures.

Un dispositif de comptage approprié des coups de foudre doit être installé sur les installations. En cas d'impossibilité d'installer un tel comptage, celle-ci est démontrée.

13.4. - Les pièces justificatives du respect des articles 13.1, 13.2 et 13.3 ci-dessus sont tenues à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

ARTICLE 14 - RÈGLES D'EXPLOITATION

14.1. - Formation du personnel

L'exploitant veille à la qualification professionnelle et à la formation "sécurité" de son personnel.

Une formation particulière est assurée pour le personnel affecté à la conduite ou à la surveillance d'installations susceptibles, en cas de fonctionnement anormal, de porter atteinte à la santé et à la sécurité des personnes (par exemple, sécheurs, broyeurs, aires de transvasement des liquides, stockages des produits finis, épandage des eaux).

Cette formation doit notamment comporter :

- toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques et opérations de fabrication mises en oeuvre,
- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes,
- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité. Un compte-rendu écrit de ces exercices sera établi et conservé à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées durant un an,
- une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger.

14.2. - Sécurité des procédés

14.2.1. - L'exploitant établit, sous sa responsabilité, la liste des procédés potentiellement dangereux et pour lesquels il constitue un dossier de sécurité qui comporte au moins les éléments suivants :

- ① Caractéristiques physiques, chimiques et toxicologiques des produits mis en oeuvre : matières premières, produits intermédiaires isolables et produits fabriqués, y compris les impuretés connues. Quantités maximales mises en oeuvre.
- ② Délimitation des conditions opératoires sûres du procédé, et recherche des causes éventuelles de dérive des différents paramètres de fonctionnement, complétées par l'examen de leurs conséquences et des mesures correctrices à prendre.
- ③ Schéma de circulation des fluides et bilans matières.
- ④ Modes opératoires.
- ⑤ Consignes de sécurité propres à l'installation. Celles-ci devront en particulier prévoir explicitement les mesures à prendre en cas de dérive du procédé par rapport aux conditions opératoires sûres.

14.2.2. - Mises à jour et modifications : Le dossier "sécurité" est complété, et si besoin révisé au fur et à mesure de l'apparition de connaissances nouvelles concernant l'un des éléments qui le compose.

Préalablement à sa réalisation, toute modification du procédé ou aménagement des installations fera l'objet d'un examen et d'une mise à jour du dossier de sécurité.

De plus, lorsque cette modification entre dans le cadre de l'article 20 du décret 77.1133 du 21 Septembre 1977, elle sera portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet.

14.3. - Utilisation des produits

Les dispositions nécessaires sont prises pour garantir, que les produits utilisés sont conformes aux spécifications techniques que requiert leur mise en oeuvre, quand celles-ci conditionnent la sécurité.

Les matières premières, produits intermédiaires et produits finis présentant un caractère inflammable, explosif, toxique ou corrosif sont limités en quantité dans les ateliers d'utilisation au minimum technique permettant leur fonctionnement normal.

14.4. - Réserves de produits

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnellement, pour assurer la sécurité ou la protection de l'environnement, tels que liquides inhibiteurs, filtres à manches, produits absorbants, produits de neutralisation...

14.5. - Dispositifs de sécurité

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer en permanence la fourniture ou la disponibilité des matériels ou dispositifs qui concourent à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

14.6. - Paramètres de fonctionnement

Les paramètres significatifs de la sécurité des installations sont mesurés et si nécessaire enregistrés en continu. Ceci concerne notamment les sècheurs et le stockage des produits finis.

La maîtrise du process de fabrication sera réalisée au minimum sur les points suivants :

- ✓ le ventilateur d'air de combustion est équipé d'un détecteur de rotation, l'alimentation en combustible (fuel ou gaz) y est asservie,
- ✓ le brûleur est équipé de cellules de contrôle de flamme,
- ✓ le sécheur est équipé d'un ensemble de moyens de régulation et de surveillance de températures ; la surveillance de la température de sortie est assortie d'un seuil d'alarme et d'un seuil de sécurité,
- ✓ le franchissement du seuil de sécurité occasionne la coupure de l'alimentation en combustible et déclenche un cycle prédéfini d'aspersion d'eau,
- ✓ les phases d'arrêts font l'objet de procédures définies et s'accompagnent également de la mise en oeuvre de cycles d'aspersion d'eau,
- ✓ la surveillance incendie est complétée par des détecteurs de braises installés aux points sensibles de l'installation ; à la sortie du broyeur, ces détections sont utilisées comme simple alarme, au niveau des refroidisseurs de granulés, la détection persistante de braises coupe automatiquement la ventilation,
- ✓ tous les organes de sécurité et, d'une manière plus générale, tout défaut dans le déroulement du process sont reliés à une alarme sonore prévenant les chefs de poste en salle de commande et dans toute l'usine.

14.7. - Système d'alarme

Les installations, pouvant présenter un danger pour la sécurité ou la santé publique, sont munies de systèmes de détection et d'alarme adaptés aux risques et judicieusement disposés de manière à informer rapidement le personnel de fabrication de tout incident.

14.8. - Equipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne sont pas maintenus dans les unités. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation.

14.9. - Vérifications périodiques

Les installations, appareils et stockages dans lesquels sont mis en oeuvre ou entreposés des produits dangereux, ainsi que les divers moyens de secours et d'intervention font l'objet de vérifications périodiques. Le délai entre deux vérifications ne peut excéder un an. Il convient, en particulier, de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de sécurité.

14.10. - Consignes d'exploitation

Les consignes d'exploitation des unités, stockages et/ou équipements divers constituant un risque pour la sécurité publique sont obligatoirement établies par écrit et mises à disposition des opérateurs concernés.

Outre le mode opératoire, elles doivent comporter très explicitement :

- ☞ le détail des contrôles à effectuer en marche normale, dans les périodes transitoires, lors d'opérations exceptionnelles, à la suite d'un arrêt, après des travaux de modifications ou d'entretien de façon à vérifier que l'installation reste conforme aux dispositions du présent arrêté et que le procédé est maintenu dans les limites de sûreté définies dans son "dossier sécurité" ou dans son mode opératoire,
- ☞ les mesures à prendre en cas de dérive du procédé par rapport aux conditions opératoires sûres,
- ☞ la procédure de transmission des informations nécessaires entre les postes de fabrication.

14.11. - Nettoyage des locaux

Tous les locaux seront débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois et les machines.

La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant.

La quantité de poussières fines déposées sur le sol d'un atelier ne devra pas être supérieure à 40 grammes par mètre carré (pour une humidité de 16 %).

Le nettoyage des ateliers est, partout où cela est possible, réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Le matériel utilisé pour le nettoyage sera étanche aux poussières.

Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage devra faire l'objet de consignes particulières de manière à limiter la mise en suspension dans l'air des poussières.

ARTICLE 15 - MOYENS DE SECOURS

15.1. - Consignes générales de sécurité

Des consignes écrites sont établies pour la mise en oeuvre des moyens d'intervention, l'évacuation du personnel et l'appel aux moyens de secours extérieurs.

15.2. - Matériel

◇ L'établissement possède les moyens suivants destinés à assurer la défense intérieure contre l'incendie :

- des extincteurs mobiles à raison de 18 l de produit extincteur par 500 m² et un appareil par 200 m² dans les ateliers (nota : 1 kg de poudre équivaut à 2 l de produit extincteur)
- un réseau de robinets d'incendie armés alimentant des appareils diamètre 40 mm ou diamètre 20 mm, sous une pression minimale de 2,5 bars lorsque la moitié d'entre eux fonctionnent simultanément (avec un maximum de 4), dimensionné de façon que toute la surface des locaux puisse être efficacement atteinte et que les jets de deux robinets voisins puissent se rejoindre.

◇ L'exploitant prend les mesures suivantes pour assurer la défense extérieure contre l'incendie.

Sur la base d'un débit de 120 m³/h disponible durant quatre heures, l'une des deux solutions suivantes sera mise en place :

- X un réseau de distribution d'eau débitant au moins 120 m³/h sous une pression minimum de un bar, comportant des poteaux d'incendie de Ø 100 mm (ou 2 x Ø 100 mm) normalisés JFS 61213, piqués sur des canalisations de diamètre au moins égal, avec deux appareils implantés à moins de 200 mètres de chaque bâtiment,
- X une réserve d'eau d'incendie offrant une capacité d'au moins 480 m³, accessible simultanément à deux engins d'incendie, située à moins de 200 mètres de chaque bâtiment.

15.3. - Systèmes d'alerte

Des postes permettant de donner l'alerte seront répartis de telle manière qu'en aucun cas la distance à parcourir pour atteindre un poste à partir d'une installation dépasse cent mètres.

L'établissement est doté d'un système d'alarme sonore générant par bâtiment l'alarme générale d'évacuation pendant au mois cinq minutes.

15.4. - Personnel d'intervention

L'usine doit avoir sa propre équipe de sécurité dotée de matériel approprié et entraînée périodiquement. Cette équipe, intervenant dans les opérations de premiers secours, sera placée sous la direction du responsable des services d'incendie de l'établissement.

L'exploitant assurera la formation du personnel à la conduite à tenir en cas d'incendie, notamment à l'occasion d'exercices semestriels :

- ☞ reconnaissance du signal sonore d'alarme générale d'évacuation,
- ☞ mise en oeuvre des moyens de premiers secours,
- ☞ alerte des secours publics,
- ☞ accueil et guidage des secours publics.

Au moins une fois par an, un exercice est fait en liaison avec les services publics de lutte contre l'incendie et de secours.

L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont consignées les dates et observations relatives aux exercices et essais périodiques.

15.5. - Organisation des secours

L'exploitant établit un plan de secours. Ce plan précise notamment, compte tenu des moyens de secours publics portés à sa connaissance, la consistance et l'organisation des moyens de secours privés dont l'exploitant dispose et dont il s'est assuré le concours en vue de combattre les effets d'un éventuel sinistre.

Suite aux exercices d'application, une mise à jour régulière de ce plan sera effectuée en collaboration avec les Services d'Incendie et de Secours.

15.6. - Formation

L'exploitant assure la formation du personnel à la conduite à tenir en cas d'incendie ou d'accident, notamment à l'occasion des exercices semestriels :

- reconnaissance du signal sonore d'alarme générale d'évacuation,
- mise en oeuvre des moyens de premier secours,
- alerte des secours publics,
- accueil et guidage des secours publics.

15.7. - Affichage des consignes de secours et d'alerte

L'exploitant affiche bien en évidence une consigne dans les locaux et les dégagements indiquant notamment :

- le matériel d'extinction se trouvant dans le local ou à ses abords,
- le personnel chargé de sa mise en oeuvre,
- le personnel chargé de diriger l'évacuation,
- l'emplacement du téléphone permettant l'alerte des sapeurs-pompiers,
- le personnel chargé de l'alerte,
- les consignes d'alerte des secours publics :

Numéros d'urgence :

Sapeurs-pompiers	:	18	Adresse :
Service d'Aide Médicale d'Urgence	:	15	
Police ou Gendarmerie	:	17	

Consignes d'alerte

Question des sapeurs-pompiers	:	informations à donner
Qui êtes-vous ?	:	ici les établissements ...
Où êtes-vous ?	:	nous sommes sur la commune de ...
		à telle adresse ...
Que se passe-t-il ?	:	nature et importance de l'accident (incendie, accident, nombre de blessés, nombre de véhicules impliqués, etc...)
Renseignements complémentaires	:	blessés coincés dans les véhicules, produits dangereux, etc...
Consignes particulières	:	définir un point de rendez-vous entre le service de sécurité de l'établissement et les services de secours publics.
Quel est votre numéro de téléphone afin de pouvoir vous rappeler ?	:

ARTICLE 16 - ZONES DE RISQUES INCENDIE

Les zones de risques incendie sont constituées des volumes où, en raison des caractéristiques et des quantités de produits présents, même occasionnellement, leur prise en feu est susceptible d'avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité des installations industrielles de l'établissement.

L'exploitant détermine, sous sa responsabilité, les zones de risque incendie de l'établissement. Il tiendra à jour, et à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées un plan de ces zones. Tout local comportant une zone de risques incendie est considérée, dans son ensemble, comme zone de risques incendie.

Les dispositions ci-dessous sont applicables aux zones de risques incendie en complément aux dispositions générales de sécurité.

16.1. - Dégagements

Dans les locaux comportant des zones de risques incendie, les portes s'ouvrent facilement dans le sens de l'évacuation, elles sont pare-flamme une demi-heure et à fermeture automatique.

Les dégagements sont répartis de telle façon que ne subsiste, compte tenu des recouvrements intérieurs, aucun cul de sac supérieur à 20 mètres, ni aucun point distant de plus de 40 mètres d'une issue protégée ou donnant sur l'extérieur. Les locaux particulièrement dangereux ne sont pas implantés en cul de sac.

16.2. - Désenfumage

Les locaux de plus de 300 m² dans lesquels un risque d'incendie peut apparaître, sont équipés d'un système de désenfumage (locaux, sècheurs, broyeurs et stockages produits finis) :

- par des ouvertures en partie basse (amenée d'air) et en partie haute (évacuation des fumées) communiquant avec l'extérieur,
- totalisant une surface utile d'au moins 1 % de la surface du local avec un minimum d'1 m², lorsque la surface du local n'excède pas 1 000 m²,
- totalisant une surface utile d'au moins 2 % de la surface du local dont 0,5 % constitué d'exutoires, et 1,5 % constitué d'éléments de couverture facilement fusibles, lorsque la surface du local n'excède pas 2 000 m².

La mise en oeuvre du désenfumage doit être réalisée avec une commande unique située près d'une issue.

En outre, afin d'éviter la propagation horizontale des fumées dans les locaux de surface supérieure à 1 600 m², des cantons doivent être constitués par des retombées d'au moins 50 cm stables au feu de degré 1/4 heure ou M0 en sous-face de la couverture. Chaque canton ne doit pas dépasser 1 600 m² avec sa plus grande dimension n'excédant pas 60 mètres.

L'ouverture des systèmes de désenfumage se fait manuellement, y compris dans le cas où il existerait une ouverture à commande automatique.

L'ouverture des équipements de désenfumage se fait manuellement, y compris dans le cas où il existerait une ouverture à commande automatique.

Les commandes des dispositifs d'ouverture sont facilement accessibles.

16.3. - Prévention

Dans les zones de risques incendie sont interdits les flammes à l'air libre ainsi que tous les appareils susceptibles de produire des étincelles (chalumeaux, appareils de soudage, etc...).

Cependant, lorsque des travaux nécessitant la mise en oeuvre de flammes ou d'appareils tels que ceux visés ci-dessus doivent être entrepris dans ces zones, ils font l'objet d'un "permis feu" délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il a nommément désignée. Ces travaux ne peuvent s'effectuer qu'en respectant les règles d'une consigne particulière établie sous la responsabilité de l'exploitant.

Cette consigne fixe notamment les moyens de lutte contre l'incendie devant être mis à la disposition des agents effectuant les travaux d'entretien.

L'interdiction permanente de fumer ou d'approcher avec une flamme est affichée dans les zones de risques incendie.

ARTICLE 17 - ZONES DE SÉCURITÉ

Les zones de sécurité sont constituées des volumes dans lesquels une atmosphère explosive est susceptible d'apparaître, notamment en raison de la nature des substances solides, liquides ou gazeuses mises en oeuvre, stockées, utilisées, produites ou pouvant apparaître au cours des opérations.

L'exploitant définit, sous sa responsabilité, les zones de sécurité dans lesquelles peuvent apparaître des atmosphères explosives :

- soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal de l'établissement,
- soit de manière épisodique avec une faible fréquence et une courte durée.

L'exploitant tient à jour et à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées un plan des zones de sécurité. Les zones de sécurité seront matérialisées dans l'établissement par des moyens appropriés (marquage au sol, panneaux,...).

Les dispositions de l'article 16 relatif aux zones de risques incendie et les dispositions ci-dessous sont applicables aux zones de sécurité en complément aux dispositions générales de sécurité.

17.1. - Conception générale des installations

Les installations comprises dans les zones de sécurité sont conçues ou situées de façon à limiter les risques d'explosion et à en limiter les effets, en particulier de façon à éviter les projections de matériaux ou objets divers à l'extérieur de l'établissement.

17.2. - Matériel électrique

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 Mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les Installations Classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion sont applicables à l'ensemble des zones de sécurité de l'établissement.

En particulier, dans ces zones les installations électriques sont réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation, tout autre appareil, machine ou matériel étant placé en dehors de celles-ci.

Le matériel électrique mis en service dans ces zones est conforme aux dispositions des articles 3 et 4 de l'arrêté ministériel du 31 Mars 1980.

Les matériels et les canalisations électriques sont maintenus en bon état.

Le matériel électrique doit en permanence rester conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine ; un contrôle est effectué au minimum une fois tous les deux ans par un organisme agréé qui devra très explicitement mentionner les défauts relevés dans son rapport de contrôle. Il doit être remédié à toute défectuosité relevée dans les délais les plus brefs.

17.3. - Feux nus

Les feux nus répondant à la définition qui en est donnée dans les règles d'aménagement et d'exploitation des dépôts d'hydrocarbures liquides annexées à l'arrêté du 09 Novembre 1972 modifié (JO du 31 Décembre 1972 et du 23 Janvier 1976) sont normalement interdits dans les zones présentant des risques d'explosion ; cependant, lorsque des travaux nécessitant la mise en oeuvre de feux nus doivent y être entrepris, ils feront l'objet d'un "permis feu" délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée. Ces travaux ne pourront s'effectuer qu'en respectant les règles d'une consigne particulière établie sous la responsabilité de l'exploitant.

Cette consigne fixe notamment les moyens de contrôle de l'atmosphère, de prévention et de lutte contre l'incendie devant être mis à la disposition des agents effectuant les travaux.

17.4. - Ventilation

En fonctionnement normal, les locaux comportant des zones de sécurité seront ventilés convenablement et de façon à éviter toute accumulation de gaz ou de vapeurs.

17.5. - Prévention des explosions

Les conditions d'exploitation sont telles que les appareils de fabrication, leurs canalisations de transfert et les stockages associés ne contiennent pas un ou plusieurs produits dans des conditions permettant à une explosion de se produire. Cette disposition doit être respectée en marche normale des installations. Durant les périodes transitoires de mise en service et d'arrêt et durant les opérations de caractère exceptionnel toutes les mesures sont prises pour garantir la sécurité des procédés.

Il pourra être dérogé à cette disposition lorsque la conception du matériel lui permet de résister à une explosion interne sans conséquence pour la sécurité des personnes ou l'environnement.

TITRE VII - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Nonobstant les prescriptions générales précédentes concernant l'ensemble des activités exercées sur le site, les dispositions particulières suivantes sont applicables aux activités visées dans le titre des articles.

ARTICLE 18 - ATELIER DE RÉPARATION DES VÉHICULES À MOTEUR

Le sol sera en matériaux imperméables et MO du point de vue de sa réaction au feu et, de plus, aura une pente suffisante pour que toutes les eaux et tout liquide accidentellement répandus s'écoulent facilement en direction d'un dispositif de traitement.

Les essais de moteurs à l'intérieur de l'atelier ne pourront être effectués qu'après branchement de l'échappement sur une canalisation spéciale faisant office de silencieux et reliée à un conduit assurant l'émission des gaz à 1,20 mètre au dessus de tout obstacle (évent, conduit ou construction) dans un rayon de 20 mètres ; l'emplacement de l'extrémité supérieure du conduit d'évacuation sera tel qu'il ne puisse y avoir siphonnage de l'air évacué dans des conduits de cheminées avoisinantes ou dans des cours intérieures d'immeubles.

Les distances entre postes de travail seront suffisantes pour assurer un isolement des véhicules propre à prévenir la propagation d'un incendie d'un véhicule à un autre. Les opérations de soudage ne pourront avoir lieu que sur des postes de travail aménagés à cet effet et dans des conditions définies par des consignes internes.

Des dispositions seront prises pour que tout commencement d'incendie puisse être rapidement combattu. En particulier, on répartira dans tout le local, en des endroits facilement accessibles et bien mis en évidence :

- des seaux et caisses de sable meuble ou produits absorbants avec pelles de projection,
- des extincteurs portatifs de type normalisé adaptés aux risques.

Les eaux résiduaires de l'atelier, y compris les eaux de lavage des véhicules et engins à moteur, ne pourront être évacuées directement dans le milieu naturel qu'après avoir traversé au préalable un dispositif de séparation capable de traiter la totalité des liquides inflammables éventuellement répandus. Ce dispositif sera muni d'un regard placé avant la sortie et permettant de vérifier que l'eau évacuée n'entraîne pas de liquides inflammables, huiles, solvants usés, etc. Cet ensemble sera fréquemment visité ; il sera toujours maintenu en bon état de fonctionnement et débarrassé aussi souvent qu'il est nécessaire de boues et des liquides retenus qui seront éliminés conformément aux dispositions du titre V du présent arrêté. La capacité utile de traitement sera en rapport avec l'importance des effluents, avec un minimum de 1 mètre cube.

ARTICLE 19 - DÉPÔT DE HOUILLES, LIGNITES

→ Le dépôt sera réalisé sur une aire de stockage bétonnée avec collecte des eaux de pluie.

→ Ce dépôt sera séparé des constructions voisines par une clôture solide, dont la hauteur sera telle qu'il ne puisse y avoir débordement du tas s'appuyant sur elle ; cette clôture sera susceptible de résister en toutes circonstances à la pression de ce tas.

→ Dans le cas où l'on stocke des charbons susceptibles d'autocombustion, l'épaisseur des tas n'excédera pas, en principe, deux mètres, de sorte qu'un échauffement éventuel par fermentation ou par oxydation lente ne puisse pas entraîner la combustion de la masse.

Si la hauteur excède deux mètres, des cheminées seront aménagées où l'on puisse descendre des thermomètres pour déceler une élévation anormale de température. Dans ce cas, la clôture visée ci-dessus sera constituée en matériaux résistants au feu.

ARTICLE 20 - DÉPÔT DE LIQUIDES INFLAMMABLES

Les réservoirs enterrés devront répondre aux conditions fixées par la circulaire du 17 juillet 1973, la circulaire et l'instruction du 17 avril 1975 relatives aux réservoirs enterrés dans lesquels sont emmagasinés des liquides inflammables.

Les réservoirs fixes doivent être construits conformément aux normes en vigueur. Ils sont conçus et fabriqués de telle sorte qu'en cas de surpression accidentelle il ne se produise de déchirure au-dessous du niveau normal d'utilisation. Les réservoirs devront subir, sous le contrôle d'un service compétent, un essai de résistance et d'étanchéité comprenant les opérations suivantes :

a) Premier essai :

- remplissage d'eau jusqu'à une hauteur dépassant 0,10 mètre la hauteur maximale d'utilisation,
- obturation des orifices,
- application d'une surpression de 5 millibars par ajout de la quantité d'eau nécessaire pour obtenir une surpression.

b) Deuxième essai :

- mise à l'air libre de l'atmosphère du réservoir,
- vidange partielle jusqu'à une hauteur d'environ 1 mètre (cette hauteur devant être d'autant plus faible que la capacité du réservoir est elle-même faible),
- obturation des orifices,
- application d'une dépression de 2,5 millibars par vidange de la quantité d'eau nécessaire pour obtenir cette dépression.

Equipements des réservoirs

Les réservoirs devront être maintenus solidement de façon qu'ils ne puissent se déplacer sous l'effet du vent, des eaux et des trépidations.

Le matériel d'équipement des réservoirs devra être conçu et monté de telle sorte qu'il ne risque pas d'être soumis à des tensions anormales en cas de dilatation, tassement du sol, etc.

Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.

Les vannes de piétement devront être en acier ou en fonte spéciale présentant les mêmes garanties d'absence de fragilité.

Les canalisations devront être métalliques, être installées à l'abri des chocs et donner toutes garanties de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques.

Chaque réservoir devra être équipé d'un dispositif permettant de connaître, à tout moment, le volume du liquide contenu.

Ce dispositif ne devra pas, par sa construction et son utilisation, produire une déformation ou une perforation de la paroi du réservoir. En dehors des opérations de jaugeage, l'orifice permettant un jaugeage direct devra être fermé par un tampon hermétique. Le jaugeage sera interdit pendant l'approvisionnement du réservoir.

Il appartiendra à l'utilisateur, ou au tiers qu'il a délégué à cet effet, de contrôler, avant chaque remplissage du réservoir, que celui-ci est capable de recevoir la quantité de produit à livrer sans risque de débordement.

Chaque réservoir fixe devra être équipé d'une ou plusieurs canalisations de remplissage dont chaque orifice comportera un raccord fixe d'un modèle conforme aux normes spécifiques éditées par l'Association Française de Normalisation, correspondant à l'un de ceux équipant les tuyaux flexibles de raccordement de l'engin de transport.

En dehors des opérations d'approvisionnement, l'orifice de chacune des canalisations de remplissage devra être fermé par un obturateur étanche.

Dans la traversée des cours et des sous-sols, les raccords non soudés des canalisations de remplissage ou de vidange des réservoirs devront être placés en des endroits visibles et accessibles, ou bien ils devront être protégés par une gaine étanche, de classe MO et résistante à la corrosion.

Plusieurs réservoirs destinés au stockage du même produit pourront n'avoir qu'une seule canalisation de remplissage s'ils sont reliés à la base et si l'altitude du niveau supérieur de ces réservoirs est la même.

Sur chaque canalisation de remplissage et à proximité de l'orifice devront être mentionnées, de façon apparente, la capacité du réservoir qu'elle alimente et la nature du produit contenu dans le réservoir.

Si plusieurs réservoirs sont reliés à leur partie inférieure, la canalisation de liaison devra avoir une section au moins égale à la somme de celles des canalisations de remplissage. La canalisation de liaison devra comporter des dispositifs de sectionnement permettant l'isolement de chaque réservoir.

Chaque réservoir devra être équipé d'un ou plusieurs tubes d'évent fixes, d'une section totale au moins égale à la moitié de la somme des sections de canalisations de remplissage ou de vidange et ne comportant ni vanne ni obturateur.

Ces tubes devront être fixés à la partie supérieure du réservoir, au-dessus du niveau maximal du liquide emmagasiné, avoir une direction ascendante et comporter un minimum de coudes.

Ces orifices devront déboucher à l'air libre en un lieu et à une hauteur tels qu'ils soient visibles depuis le point de livraison. Ils devront être protégés de la pluie et ne présenter aucun risque et aucun inconvénient pour le voisinage.

Installations annexes

Si un réservoir est destiné à alimenter une installation (chaufferie, moteur, atelier d'emploi), il devra être placé en contrebas des appareils d'utilisation, sauf si l'installation comporte un dispositif de sécurité évitant tout écoulement accidentel de liquide par siphonnage.

Une notice détaillée et un certificat d'efficacité de ce dispositif, fournis par l'installateur, devront être conservés avec les documents relatifs à l'installation et tenus à disposition du service chargé du contrôle des installations classées.

Il devra exister un dispositif d'arrêt d'écoulement vers les appareils d'utilisation, monté sur la canalisation d'alimentation, placé en dehors des locaux contenant les équipements précités, manoeuvrable manuellement indépendamment de tout autre asservissement.

Une pancarte très visible devra indiquer le mode d'utilisation de ce dispositif en cas d'accident.

Protection contre l'incendie

Les réservoirs devront être reliés au sol par une prise de terre présentant une résistance d'isolement inférieure à 100 ohms. Par ailleurs toutes les installations métalliques du stockage devront être reliées par une liaison équipotentielle.

Il est interdit de provoquer ou d'apporter dans le dépôt du feu sous forme quelconque, d'y fumer ou d'y entreposer d'autres matières combustibles. Cette interdiction devra être affichée de façon apparente aux abords du dépôt ainsi qu'à l'extérieur de la cuvette de rétention.

L'emploi d'oxygène ou d'air comprimé pour assurer par contact direct la circulation des fuels lourds est interdit. On devra disposer pour la protection du dépôt contre l'incendie d'au moins :

- deux extincteurs homologués NF M.I.H.-55B si la capacité du dépôt est inférieure ou égale à 500 mètres cubes,
- deux extincteurs homologués NF M.I.H.-55B et un extincteur à poudre sur roue de 50 kilogrammes si la capacité du dépôt est supérieure à 500 mètres cubes. Ce matériel devra être périodiquement contrôlé et la date des contrôles devra être portée sur une étiquette fixée à chaque appareil,
- d'un poste d'eau pouvant assurer un débit de 15 litres/minute par mètre de circonférence du plus gros réservoir du dépôt. Ce poste d'eau pourra être remplacé par une réserve d'eau suffisante pour assurer ce débit pendant une heure trente,
- de sable en quantité suffisante, maintenu à l'état meuble et sec, et de pelles pour répandre ce sable sur les fuites et égouttures éventuelles.

Le personnel devra être initié à l'utilisation des moyens de lutte contre l'incendie et entraîné périodiquement à cette lutte.

Pollution des eaux

Les aires de remplissage et de soutirage et les salles de pompes devront être conçues et aménagées de telle sorte qu'à la suite d'un incident les liquides répandus ne puissent se propager ou polluer les eaux.

Exploitation et entretien du dépôt

L'exploitation et l'entretien du dépôt devront être assurés par un préposé responsable. Une consigne écrite devra indiquer les modalités de l'entretien, la conduite à tenir en cas d'accident ou d'incident et la façon de prévenir le préposé responsable. Cette consigne devra être affichée, en permanence et de façon apparente, à proximité du dépôt.

La protection des réservoirs, accessoires et canalisations contre la corrosion externe devra être assurée en permanence.

ARTICLE 21 - INSTALLATIONS DE DISTRIBUTION DE LIQUIDES INFLAMMABLES

Appareils de distribution

L'habillage des parties de l'appareil de distribution où interviennent les liquides inflammables (unités de filtration, de pompage, de dégazage, etc.) doit être en matériaux de catégorie M0 ou M1 au sens de l'arrêté du 4 juin 1973 modifié portant classification des matériaux et éléments de construction par catégorie selon leur comportement au feu.

Les parties inférieures de la carrosserie de l'appareil de distribution devront être ventilées de manière à ne permettre aucune accumulation des vapeurs des liquides distribués.

La partie de l'appareil de distribution où peuvent être implantés des matériels électriques ou électroniques non de sûreté doit constituer un compartiment distinct de la partie où interviennent les liquides inflammables. Ce compartiment devra être séparé de la partie où les liquides inflammables sont présents par une cloison étanche aux vapeurs d'hydrocarbures, ou par un espace ventilé assurant une dilution continue, de manière à le rendre inaccessible aux vapeurs d'hydrocarbure.

Les appareils de distribution devront être ancrés et protégés contre les heurts de véhicules, par exemple au moyen d'îlots de 0,15 mètre de hauteur, de bornes ou de butoirs de roues. Les appareils de distribution seront installés et équipés de dispositifs adaptés de telle sorte que tout risque de siphonnage soit écarté.

Lorsque l'appareil est alimenté par une canalisation fonctionnant en refoulement, l'installation sera équipée d'un dispositif de sécurité arrêtant automatiquement l'arrivée de produit en cas d'incendie ou de reversement accidentel du distributeur.

Pour les installations de distribution exploitées en libre service sans surveillance les appareils de distribution seront conçus de manière à ne délivrer qu'une quantité maximale de liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1) limitée à 20 litres par opération ou l'équivalent dans les autres catégories, exception toutefois pour ceux dont le fonctionnement est commandé par un "badge" ou une carte magnétique.

Le débit réel des pompes alimentant les appareils de distribution en libre-service sans surveillance sera limité à 40 litres de liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1) par minute ou l'équivalent pour les autres catégories. Le débit de la pompe sera interrompu automatiquement au bout de 3 minutes à partir du début de livraison du liquide, exception faite toutefois des installations dont l'accès est réservée aux personnes spécialement formées à cet effet.

Le flexible de distribution ou de remplissage doit être conforme à la norme NF T47-255. Il sera entretenu en bon état de fonctionnement et remplacé au plus tard six ans après sa date de fabrication. Dans le cas d'installations exploitées en libre-service les flexibles, autres que ceux présentant une grande longueur et destinés au transvasement de gazole, seront équipés de dispositifs de manière à ce qu'ils ne traînent pas sur l'aire de distribution.

Le robinet de distribution sera muni d'un dispositif automatique commandant l'arrêt total du débit lorsque le récepteur est plein. Dans le cas des installations en libre-service, l'ouverture du clapet du robinet et son maintien en position ouverte ne doivent par pouvoir s'effectuer sans intervention manuelle.

Prévention de la pollution des eaux

L'aire de distribution est constituée par la partie accessible à la circulation des véhicules du rectangle englobant les zones situées à moins de 3 mètres de la paroi des appareils de distribution. L'aire de distribution ou de remplissage de liquides inflammables doit être étanche aux produits susceptibles d'y être répandus et conçue de manière à permettre le drainage de ceux-ci.

Les liquides ainsi collectés devront, avant leur rejet dans le milieu naturel, être traités au moyen d'un décanteur-séparateur d'hydrocarbures muni d'un dispositif d'obturation automatique. Ce décanteur-séparateur sera conçu et dimensionné de façon à évacuer un débit minimal de 45 litres par heure, par mètre carré de l'air considéré, sans entraînement de liquides inflammables.

Prescriptions incendie

L'installation sera dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et au moins protégée comme suit :

- pour chaque îlot de distribution : 1 extincteur homologué 233B,
- pour l'aire de distribution : 1 bac de 100 litres d'agent fixant ou neutralisant incombustible avec pelle et couvercle, 1 couvercle spéciale anti-feu.

Les moyens de lutte contre l'incendie prescrits ci-dessus pourront être remplacés par des dispositifs automatiques d'extinction présentant une efficacité au moins équivalente. Ces dispositifs seront adaptés au risque à couvrir, ne nombre suffisant et correctement répartis.

Ils seront régulièrement entretenus par un technicien compétent. Les rapports d'entretien seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées;

Les prescriptions que doit observer l'utilisateur seront affichées soit en caractères lisibles, soit au moyen de pictogrammes et ce au niveau de chaque appareil de distribution. Elles concerneront notamment l'interdiction de fumer et d'approcher un appareil pouvant provoquer un feu nu, ainsi que l'obligation d'arrêt du moteur.

ARTICLE 22 - STOCKAGES DE PRODUITS FINIS

Localisation

Les bâtiments de stockage sont implantés à une distance au moins égale à 25 mètres de toute installation fixe occupée par des tiers.

Sont à considérer comme installation fixe occupée par des tiers les bâtiments étrangers à l'activité de l'établissement :

- à usage d'habitation,
- recevant du public,
- occupé en permanence ou fréquemment par du personnel.

Surveillance des conditions de stockage

L'exploitant devra s'assurer que les conditions de stockage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, etc...) n'entraînent pas de fermentation risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables.

La température des produits dans les stockages sera contrôlée périodiquement et toute élévation anormale devra pouvoir être signalée au tableau général de commande.

Dans la phase critique qui suit la mise en stockage, une attention particulière est donnée à l'évolution des températures des stockages de luzerne, plus particulièrement vulnérables au risque de combustion lente, relevés bi-hebdomadaires de l'installation si silothermométrie,

ARTICLE 23 - ÉCHÉANCIER ET DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Sont applicables au 1^{er} avril 2000 :

- les normes de rejet en poussières fixées à l'article 9.5 pour l'installation numérotée 1,
- les dispositions de l'article 9.6.1. relatif aux mesures de débit,
- les dispositions de l'article 9.6.1.1. relatif aux mesures de poussières sur l'installation numérotée ②.
- les travaux prévus dans le dossier de demande d'autorisation page 20 et concernant la mise en conformité :
 - ↳ du traitement des eaux provenant des aires de dépotage et de remplissage des hydrocarbures,
 - ↳ de l'aire de lavage des engins de chantier.

—> Seront réalisés dans un délai de un an à compter de la date de notification du présent arrêté :

- ↳ la mise en conformité de l'atelier de réparation de véhicules à moteur et notamment les canalisations sur échappement de véhicules (article 18),
- ↳ la mise en place des dispositifs de désenfumage (article 16.2),
- ↳ la rédaction des règles d'exploitation (article 14).

Pendant ce délai, l'exploitant fera réaliser par un tiers expert des mesures tous les deux mois par une méthode gravimétrique.

L'exploitant déposera dans un délai de un an à compter de la date de notification du présent arrêté un dossier de demande d'autorisation pour l'épandage des eaux et jus provenant du carreau de stockage du charbon et des luzernes.

TITRE VIII - DISPOSITIONS GÉNÉRALES
--

ARTICLE 24 - DISPOSITIONS APPLICABLES

Les dispositions du présent arrêté annulent et remplacent celles fixées par les arrêtés préfectoraux n° 90/2859 A du 19 septembre 1990 et n° 90/3309 A du 29 octobre 1990.

24.1. - Modifications

Toute modification apportée au mode d'exploitation, à l'implantation du site ou d'une manière plus générale à l'organisation doit être portée à la connaissance du Préfet.

24.2. - Délais de prescriptions

La présente autorisation, qui ne vaut pas permis de construire, cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives sauf cas de force majeure.

24.3. - Cessation d'activité

En cas d'arrêt définitif d'une Installation Classée, l'exploitant doit remettre son site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1er de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée.

Au moins un mois avant la mise à l'arrêt définitif (au moins six mois avant la date d'expiration de l'autorisation accordée pour des installations de stockage de déchets, des carrières et des ouvrages soumis à la loi sur l'eau), l'exploitant notifie au Préfet la date de cet arrêt. La notification doit être accompagnée d'un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation (ou de l'ouvrage), ainsi qu'un mémoire sur les mesures prises ou prévues pour la remise en état du site et comportant notamment :

- 1°) l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, des matières polluantes susceptibles d'être véhiculées par l'eau ainsi que des déchets présents sur le site,
- 2°) la dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement polluées,
- 3°) l'insertion du site de l'installation (ou de l'ouvrage) dans son environnement,
- 4°) en cas de besoin, la surveillance à exercer de l'impact de l'installation (ou de l'ouvrage) sur son environnement.

24.4. - Hygiène et sécurité

L'exploitant doit se conformer à toutes les prescriptions législatives et réglementaires concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

24.5. - Délai et voie de recours (article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée)

La présente décision ne peut être déférée qu'à un Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant, de quatre ans pour les tiers. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

24.6.

Le présent arrêté sera notifié à la Société CADRA. Un extrait sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture du département de l'AUBE et affiché par les soins de M. le Maire d'ASSENCIERES.

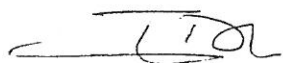
24.7.

- ✓ Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture du département de l'AUBE,
- ✓ Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Champagne-Ardenne,
- ✓ Monsieur le Maire d'ASSENCIERES,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

POUR EXPEDITION :
Pour le Préfet,
Le Chef de Bureau Délégué,

TROYES, le 28 MAI 1998
le Préfet,



Isabelle DENOEUDE

Signé : Nicolas THEIS